

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP 189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Courrier au siège : M. Fabrice COQUIO Président

INTERXION FRANCE 129 boulevard Malesherbes 75017 Paris

Références : /
Code AIOT : 0007408417

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement INTERXION PAR 5 implanté 11-13 AVENUE DES ARTS ET METIERS ZAC DE LA MONTJOIE 93200 Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan Pluriannuel de Contrôle
Action régionale en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERXION FRANCE
- 11-13 AVENUE DES ARTS ET METIERS ZAC DE LA MONTJOIE 93200 Saint-Denis
- Code AIOT : 0007408417
- Régime : Enregistrement
- Rubriques : 2910-A-1 (E) ; 1185-2-a (D) ; 2925-1 (D) ; 4734-1 (NC) ; 4734-2 (NC)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INTERXION exploite sur la commune de Saint-Denis des infrastructures destinées à accueillir des services informatiques divers appelées Data Center (gestion de serveurs informatiques et de liaisons de télécommunication) dans un bâtiment R+2 avec terrasse technique sur rue.

Le site INTERXION PAR 5 est implanté sur le terrain contigu d'une autre installation de la même société, dénommée INTERXION PAR 3 (7/9, avenue des arts et métiers, autorisée depuis le 03/06/2009). Les deux installations sont pour leur fonctionnement totalement autonomes, hormis en ce qui concerne l'aire de dépotage pour le fioul domestique qui leur est commune. Les installations classées exploitées par INTERXION sur le site PAR 5 ont été autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-1670 du 05/07/2010. Cet arrêté d'autorisation a été complété par un arrêté préfectoral complémentaire n°2021-2166 du 12/08/2021 notamment, pour le reclassement des activités.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	Lettre du 24/06/2021	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositif d'isolement du réseau d'assainissement	Lettre du 24/06/2021	Sans objet
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 7.6.2	Sans objet
4	Ressources en eau, mousse et autres	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 7.6.4	Sans objet
5	Accès à l'établissement des services d'incendie et de secours	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 7.6.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Site bien tenu tant sur le plan administratif que technique.

Les principales demandes formulées le jour de l'inspection sont soldées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Lettre du 24/06/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Installations classées
Prescription contrôlée : Le rapport de fin de travaux permettant de lever les observations issues du rapport de vérification de l'installation de protection contre la foudre du 25/09/2020 et un rapport de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre suivant la notice de vérification et maintenance du 19 avril 2021.
Constats : L'attestation de fin de travaux établie par l'installateur Franklinenergie (Qualifoudre) est datée du 25/01/2022 et le dossier d'ouvrage exécuté a fait l'objet d'un rapport de fin de travaux daté du 19/12/2021. Un nouveau rapport de vérification complète du 14/03/2022 de l'installation de protection contre la foudre établi par DEKRA a été transmis à l'Inspection mais il n'est pas conforme (13 observations). Néanmoins, les 2 lettres préfectorales des 24/06/2021 et 13/05/2024 sont soldées car la demande de l'inspection a été actualisée. > Demander à l'exploitant de lever dans un délai de 4 mois, les 13 observations du rapport de vérification complète du 14/03/2022 de l'installation de protection contre la foudre établi par DEKRA et de transmettre à l'Inspection un justificatif de la levée des réserves.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Dispositif d'isolement du réseau d'assainissement

Référence réglementaire : Lettre du 24/06/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Signalétique
Prescription contrôlée : Signaler efficacement et rendre accessible en toutes circonstances le dispositif d'isolement du réseau d'assainissement du site.
Constats : Le dispositif d'isolement du réseau d'assainissement d'eau pluviale en cas d'incendie est bien accessible en toutes circonstances. La procédure a été remise à l'inspection. Ce dispositif a été signalé efficacement le jour même de l'inspection. Une photographie de l'affichage de la signalétique de la procédure d'utilisation de la vanne d'isolement manuelle, de l'obturateur automatique d'eaux pluviales et du séparateur d'hydrocarbures sur la zone de dépotage commune entre les deux sites PAR3 et PAR5 a été envoyé par mail.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 76.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont protégés du gel éventuel. Ils sont vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre de sécurité sous forme informatique et classeur papier est renseigné. <ul style="list-style-type: none">• extincteurs vérifiés par Desautel le 23/06/2023 ;• extincteurs automatiques à gaz pour les salles informatiques vérifiés par TYCO INTEGRATED FIRE & SECURITY FRANCE le 07/06/2024 ;• désenfumage et système de détection des fumées et gaz de combustion vérifié par TYCO le 07/06/2024 ;• SSI de catégorie A à l'état de veille ;• le poste central de sécurité lève le doute sur site avec un agent SSIAP ;• existence d'un report GTC (gestion technique centralisée) dont le traitement se fait par mail en lien avec le prestataire, le gestionnaire des anomalies, la maintenance et le gestionnaire des infrastructures (5 personnes pour les 2 datas centers Interxion avec une astreinte en heure non ouvrée) ;• blocs autonomes d'éclairage de sécurité vérifiés le 26/02/2024 par BYES ;• exercice d'évacuation du 11/04/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ressources en eau, mousse et autres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens organisationnels
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre. Les moyens de lutte contre l'incendie sont en nombre suffisant, judicieusement répartis, adaptés aux risques encourus et conformes aux normes en vigueur. Il comprend au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• une DAI etc ... ;• appareils d'incendie (bouches, poteaux) publics ou privés à moins de 200 m ;• des extincteurs ;• un système d'extinction automatique d'incendie .. ;• un désenfumage
Constats : Existence de moyens de lutte contre l'incendie précités à l'article 7.6.2 ou figurent leurs vérifications.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès à l'établissement des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 7.6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Voie d'accès
Prescription contrôlée : L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, des plans des locaux sont affichés de manière bien visible et inaltérable près de l'établissement. Voie échelle Baies d'accès dans la façade ouest du bâtiment
Constats : Le bâtiment R+2 est accessible par des voies échelles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours (par la façade ouest rue des Arts et Métiers, par un second accès spécifique pour la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris rue de la Procession et par un troisième accès par un portail et un portillon rue des Arts et Métiers). Les 3 façades étant aveugles, des baies d'accès au 1er étage dans la façade ouest du bâtiment ont été aménagées pour permettre le passage sans difficulté d'un sauveteur équipé, en sus de la baie du RDC donnant dans le PC de sécurité).
Type de suites proposées : Sans suite